

Éducation

Des directeurs d'école expriment leur ras-le-bol

Réunion d'un genre peu banal, hier matin, dans les locaux mulhousiens du SNUipp68-FSU. Autour d'Amaury Schiffler, secrétaire départemental du syndicat enseignant, une dizaine de directeurs d'école ont répondu à l'invitation, histoire de débriefer à chaud la rentrée scolaire.

Vingt-quatre heures après une grève nationale très suivie, les participants ont encore plein de choses sur le cœur. Ça tombe bien, la presse locale a été invitée aussi. Résultat : cinq minutes à peine après être arrivé, on se surprend à suivre une sorte de thérapie de groupe improvisée, un grand déballage cathartique — car en cette rentrée 2011, le moral des directeurs d'école est au plus bas.

« Notre travail n'est pas reconnu »

Selon les tempéraments, l'humeur est à l'écœurement, au fatalisme, à la révolte, au découragement. Les propos fusent autour de la table, se chevauchent parfois, se recourent souvent. Untel ne digère pas la « raillerie » sortie lundi dernier de la bouche même du président de la République, unetelle estime que leur ministre de tutelle Luc Chatel les méprise, tous en tout cas semblent en avoir « gros sur la patate ». « Je n'en peux plus, commence l'une, directrice d'un Regroupement pédagogique intercommunal (RPI) en zone rurale et privée de toute décharge de service. Notre travail n'est pas reconnu. On bosse gratis ! »

Un collègue du secteur de Guebwiller opine du chef : lui a perdu son seul poste d'EVS (emploi de vie scolaire) en juin dernier. Les photocopies ? Faute de moyens, il faut aller les faire à la mairie... Et le travail administratif lui « bouffe » dix heures hebdomadaires au bas mot, à côté du travail d'enseignant proprement dit.

Si encore l'institution n'en demandait pas sans cesse plus — mais non ! Autour de la table, le consensus est général pour dénoncer le morcellement perpétuel des journées de travail et le « zapping » obligé en mille dossiers tous aussi urgents les uns que les autres : « On est bombardés ! Les tâches qu'on nous confie n'ont pas arrêté de s'alourdir depuis dix ans. Entre les demandes d'enquête de l'administration, les envois de directives et de circulaires, les dates butoirs pour ceci ou pour cela, les nouveaux outils informatiques censés simplifier notre tâche et qui au contraire la compliquent, franchement, ras-le-bol ! » Bref : « Dans la profession, on a plutôt tendance à prendre sur nous, à encaisser. La réunion d'aujourd'hui montre bien qu'on n'en peut plus ! On a trop chargé la mule », résume un participant.

Autre motif de crainte : la perspective, « d'ici un ou deux ans », de voir un nouveau statut de chef d'établissement imposé à la hussarde. « Ce serait un fonctionnaire, hiérarchiquement supérieur aux autres collègues, reprend encore un autre. Or moi, je tiens beaucoup, au contraire, au modèle démocratique du conseil des maîtres. Je ne refuse pas les responsabilités, mais je tiens à garder un esprit d'équipe. En plus, ces chefs d'établissement seraient absents du terrain, puisqu'ils seraient en charge de plusieurs écoles à la fois ! »

Conclusion (très provisoire) d'Amaury Schiffler : « Au niveau national, la plupart des syndicats n'excluent plus d'appeler à un blocage administratif. Entre autres, on ne répondrait plus aux différentes enquêtes du ministère. » Dans un avenir plus immédiat, une délégation du SNUipp compte bien être reçue par l'inspectrice d'académie, afin de lui demander, en particulier, de décharger au moins les directeurs d'école de l'aide personnalisée aux élèves.